

Témoignage de François Bonnarel, alors à l'AGEM-UNEF (Marseille),  
qu'il présida deux ans plus tard

## **Le mouvement de 76 : la mère de toutes les batailles**

Ce titre n'est bien sûr valable que pour moi et peut être les gens entrés en fac en même temps que moi, il y a 45 ans !! Cela fait peur d'écrire ça tant certains souvenirs sont encore vivants à ma mémoire tandis que d'autres nombreux se sont effacés. Certaines choses que je lis ici ou ailleurs me rafraîchissent un peu les synapses, mais ...

Tenter un témoignage et des analyses à, une telle distance temporelle est sans doute risqué, mais je m'essaye quand même à l'exercice espérant faire œuvre modestement utile pour l'histoire du mouvement étudiant et de "notre UNEF".

Car, comme me disaient les anciens du bureau d'AG, un tel mouvement avec l'UNEF c'était l'"école de la lutte de masse".

Pour commencer même si c'est sans doute largement connu, de quoi s'agissait-il avec cette réforme des seconds cycles préparée par Jean-Pierre Soisson et portée par sa successeure Alice Saunier-Seïté, deux ministres de Giscard ?

1 ) Développer des barrières sélectives entre les années de DEUG et licence ou licence et maîtrise

2 ) attaquer le caractère national des diplômes

3 ) introduire le patronat dans la définition des diplômes

Il y avait là assez pour motiver à son encontre les étudiants, d'autant que la situation n'était guère brillante pour la majorité d'entre eux par ailleurs. Cette année universitaire là le nombre d'étudiants en France a dépassé le million pour la première fois. Rappelons que les étudiants étaient 300 000 en 1960, 5 à 600000 en 68. La sélection sociale faisait rage malgré une relative démocratisation. Les universités manquaient de moyens et de profs. Le ticket de RU augmentait rapidement. Il était passé de 2,70 F à 3 F quand je suis arrivé.

A coté de cela, 2 ans après le début de la fin des 30 glorieuses le chômage, surtout des jeunes augmentait pour la première fois rapidement depuis la fin de la guerre ([https://france-inflation.com/graph\\_chomage.php](https://france-inflation.com/graph_chomage.php)) et l'angoisse pour l'avenir s'installait dans notre génération.

Il faut maintenant présenter le contexte universitaire marseillais, dans lequel j'entrais en à l'automne 1975, habitant alors à Marignane qui n'était pas encore "front national", et venant du lycée Paul Langevin à Martigues.

A Marseille en 75 il y avait 4 campus principaux. Au centre ville, à deux pas de la gare, dix minutes à pied de la Canebière et 1/4 h du vieux port, la fac Saint Charles, université Aix Marseille I.

A 15 km plein Sud, dans une cuvette de la chaîne côtière de Marseille et à quelques dizaines de minutes de balade des calanques, le campus de Luminy avec l'école d'Architecture et les sciences d'Aix Marseille II.

A 10 km vers le Nord, au sein des quartiers du même nom, dans l'ancien village du Merlan (ça ne s'invente pas) la fac de Saint-Jérôme.

Trois facs de sciences appartenant à chacune des trois universités, même si Aix Marseille I conservait des positions à Saint-Jérôme au coté d'Aix Marseille III, la fac réac créée par un pote de Giscard en 1974.

Et 5 km à l'est de Saint Charles, le campus médecine et pharma, Aix Marseille II, inclus dans l'hôpital de la Timone.

Sur ces campus il y avait partout des cités universitaires, mais la cité Gaston Berger proche de Saint-Charles était de taille modeste -j'y avais pourtant une chambre-, tout comme les cités proches de la Timone.

Les cités de Luminy étaient un ghetto ensoleillé et festif, quand Saint-Jérôme était un ghetto triste.

Moi j'arrivai à Saint Charles début Octobre et dès la réunion de rentrée je pris ma carte à l'UNEF. Bien qu'ayant été un simple compagnon de route de l'UNCAL au lycée j'avais pris la décision de cette adhésion avant l'été. Dans l'amphi je rencontrai Maurice Perrin qui allait devenir président d'AG quelques jours plus tard. Et je demandai, averti de l'existence de "2 UNEF" si c'était bien l'UNEF qui était comme l'UNCAL.

Les premiers mois furent occupés par les élections dans les conseils universitaires, où il fallait faire face à la campagne agressive de boycott de l'UNEF-US, j'y reviendrais plus bas.

Puis nous avons organisé un boycott du RU pour protester contre la hausse à 3F.

Au lieu du repas du CROUS, on vendait les "sandwichs de l'AGEM-UNEF" qu'on avait préparé au préalable dans notre local.

Politiquement l'automne fut marqué par la mort de Franco avec les espoirs de défaite du fascisme que cela suscitait. La LCR pour fêter ça avait monté un stand de sangria devant le RU également.

En janvier ou début février nous avons organisé avec l'UGEA (les aixois) une manif contre le budget insuffisant d'Aix-Marseille I, l'université de Provence.

C'était à Aix devant la fac de lettres.

Et en effet notre conseil d'université dominé par SNESUP/SNCS/CGT (les syndicats de la plate-forme disaient on alors) et UNEF avait voté un budget en déficit face à l'insuffisance des crédits de l'état.

C'est peu après que se déclencha le mouvement du second cycle et que la grève fut assez rapidement votée à Saint Charles, comme à Luminy ou à Aix. J'avoue ne pas me souvenir de l'état du mouvement à Saint-Jérôme.

C'est le moment de présenter les forces politico-syndicales qui comptaient dans les trois campus de science. Elles étaient au nombre de quatre. Le campus médecine était à part, même si l'UNEF y avait des militants actifs et qui lutteront dans ces années là contre le durcissement du numerus clausus instauré quelques années auparavant, mais n'étaient pas directement concernées par la réforme du second cycle. La droite y était forte chez les étudiants contrairement aux trois autres campus où elle n'était pas organisée.

Le PS qui pourtant faisait déjà beaucoup de voix chez les étudiants ne disposait d'aucune force organisée conséquente dans les facs de Marseille.

L'UNEF d'abord, fortement adossée à l'UEC mais qui pratiquait l'ouverture vers les non communistes, sans quoi, non communiste encore à l'époque je n'aurais peut être pas adhéré ni pris des responsabilités.

Ensuite la LCR qu'on ne présente pas. Puis un mouvement apparu vers 1970 ou 71 en forme de scission de gauche de la LCR, sous pression des maoïstes, l'"organisation communiste révolution", que tout le monde appelait "Revo" avec son journal "Révolution". D'autres les qualifiaient de mao-trotsky. Elle existait surtout à Paris et Marseille où enseignaient ses fondateurs les frères Joshua. Parmi les fondateurs également Christian Piquet, aujourd'hui membre de la direction du PCF dont il s'est rapproché lors de l'épisode du front de gauche.

Enfin ceux que nous ne désignons que sous le nom d'AJS, la branche jeune de l'organisation lambertiste OCI dont la branche étudiante s'appelait AER, sigle peu connu, malgré leur prétention à animer un syndicalisme concurrent sous le nom

d'UNEF Unité syndicale ou de FERUF dans les cités universitaires (c'était une scission de la FRUF apparue l'année précédente seulement).

Plus de traces de maoïstes spontanéistes, et peu de maoïstes rigides types PCMLF ou PCRml, pas non plus d'anarchistes ni encore d'autonomes ou de toto, sauf peut être chez les jeunes assistants et maîtres assistants qui avaient fait 68.

Notre objectif en tant qu'UNEF c'était bien sûr de combattre ce projet de réforme mais aussi d'obtenir de négocier en force pour gagner sur des revendications positives : l'allocation d'études, le blocage des loyers en cité U et du prix du ticket de RU, des moyens pour les facs, des postes de profs, etc... D'autres ont écrit sur l'exigence de négociations et sur les débats que cela engendrait en collectif national étudiant (ancêtre des coordinations)

Notre souci était aussi de garder au mouvement son caractère massif en évitant les formes gauchistes de mouvement.

Cependant en terme de position gauchiste sur la forme, prônés par exemple par la LCR et Révolution c'est surtout la poursuite de la grève après les vacances de Pâques alors que le nombre de manifestants se réduisait et que nous pensions qu'il valait mieux arrêter et continuer sous d'autres formes. Il fallait aussi assurer une reprise partielle pour aller vers des examens tenant compte de la longueur du mouvement ce que nous avons réussi à obtenir finalement.

De fait si je compare à ce que j'ai vu comme type de débat sur les formes d'action dans les facs ces quinze ou vingt dernières années à Strasbourg (CPE, LRU 2007 et 2009, loi travail, Parcoursup ....) il n'y avait pas débat sur le blocage des amphithéâtres, vu que si la grève était votée les profs ne faisaient pas cours. Pas non plus de velléité d'occupation nocturne des locaux, ni de tentative d'aller au contact des flics en manif ou de s'écarter dans celles ci du chemin déclaré. Contrairement à ce qui se passait à Paris le 15 avril 1976 journée des plus grandes manifestations de tout le mouvement partout en France, aucune action violente n'a été enregistrée pendant tout le mouvement à Marseille.

Un gros point de divergence politique entre nous et ceux que nous appelions les "gauchards" portait sur la nature du mouvement et ses débouchés politiques. Il est clair que pour nous le mouvement était d'abord revendicatif et qu'il fallait obtenir des choses pour les étudiants. Le prolongement politique des luttes pour nous c'était le "programme commun". L'UNEF s'était clairement prononcé en faveur de ce programme. Ce printemps là nous avons des cantonales qui furent bonnes pour la gauche, et nous étions à un an des élections municipales de 1977 qui virent le succès du plus grand nombre de listes de gauche pour les municipales, dont un très grand nombre de municipalités communistes.

Marseille était à part: pas d'union de la gauche. Defferre préférant se faire élire avec des voix de droite et gouverner avec une partie d'entre elles plutôt que de faire alliance avec les communistes. Mais çà semblait être l'exception qui confirmait la règle

Au printemps 1976, nous étions à deux ans des législatives de 78 dont nous espérions qu'elles verraient la victoire de cette union. Les problèmes d'actualisation du programme commun qui intervinrent à l'été 77 étaient encore loin et nous étions sûrs de notre force et confiants dans la perspective de la victoire.

Du côté de l'axe LCR/Révolution, pour tout dire je ne me souviens pas de différence notable entre les deux éléments de cette force gauchiste dans le mouvement, contrairement à ce que l'on pouvait remarquer en lisant leur presse, ou alors peut être était-ce trop subtil pour moi.

Peut être la LCR gauchissait elle son discours sous la pression de "Révolution" ? Au passage il est à noter qu'après s'être muée en "organisation communiste des travailleurs" fin 1976 (par absorption d'un groupuscule maoïste issu du PSU) "Révolution" s'est dissoute fin 1979, la plupart de ses membres rejoignant alors la LCR, y compris les frères Joshua et Christian Piquet.

C'est au cœur même du mouvement que la LCR transforma son hebdomadaire "Rouge" en quotidien, une expérience qui ne dura que trois ans. Très unitaire à l'époque,

j'avais participé quelques temps avant à la souscription ce que les camarades de l'AGEM m'avaient reproché : "tu finances un adversaire" m'avaient-ils dit.

Du côté de cet axe donc il s'agissait de rejouer la révolution avortée de 1968 et de la mener jusqu'au bout. C'est pourquoi il fallait durcir la grève et espérer qu'elle s'étende. Le but était de faire tache d'huile et d'ébranler le pouvoir du capital. Ce qui avec l'humour et l'ironie qui caractérisaient les militants de l'UNEF de Marseille, pas avarés de moqueries toutes prolétariennes à l'encontre des gauchistes nous conduisaient à crier par dérision dans certains comités de grève "Grève générale jusqu'en 78". Mais pour eux nous étions des réformistes, le bras armé dans les facs du PCF qui avait abandonné la révolution. Mais il faut bien voir que 68 pour nous qui rentrions en fac en 75 c'était de la préhistoire car à cette époque là nous étions en CM2 ! Et même le renouveau de 71 était encore l'antiquité (j'étais pour ma part en 4ème). Je n'ai pas croisé à l'UNEF de responsables qui auraient fait "71" en 75. Les militants les plus aguerris du bureau d'AG étaient entrés en fac en 72 ou 73. Donc rejouer 68 était peut être déjà hors du temps.

La nature et l'enjeu de la bataille des seconds cycles faisait l'essentiel des joutes oratoires dans les AG et des compétitions électorales pour se faire élire au comité de grève ou au collectif national.

Des militants de l'AGEM-UNEF comme Serge Pille ou Maurice Perrin y excellaient. Je me souviens avoir été élu au comité de grève par mon "amphi" dans ces conditions. Au collectif national certains faisaient voter le socialisme, là tout de suite, parait il, alors que nous, nous nous battions pour les revendications concrètes.

Vous allez me dire que je n'ai pas parlé pour le moment de l'UNEF-US, paravent syndical de l'AJS lambertiste. Ceci pour une raison simple c'est que je pense qu'ils ont influé assez peu sur le mouvement lui même en tout cas à Saint-Charles. Plus globalement dans la période allant de 75 à 81, cependant ils ont joué un rôle extrêmement important pour nous combattre. Sur Saint-Charles leur principal porte parole un certain Jacques dont j'ai oublié le nom de famille avait un style tellement rétro

dans l'expression qu'il influait peu sur le mouvement de masse. C'est ainsi que pour promouvoir l'unité nécessaire des étudiants à l'instar du mouvement ouvrier il avait pris l'exemple du moment où le "Parti ouvrier français de Jules Guesde" (sic !!!!) avait pris l'initiative de se rapprocher des autres courants socialistes (sans doute le Parti socialiste français de Jaurès et consorts). La situation devait être un peu plus favorable pour eux à Luminy et Saint-Jérôme à cause du nombre plus important de résidents universitaire dans la population étudiante. Dans ces deux sites régnait un certain Bernard Trojani qui devint plus tard secrétaire général du syndicat des travailleurs corses, dans la mouvance du FLNC.

En effet, un des points forts de l'AJS était les Cité U, avec la FERUF qu'ils avaient constitué par une scission de la FRUF un peu plus d'un an auparavant. Du coup à Marseille, la FRUF était en difficulté et l'AGEM avait laissé cela dériver.

Contrairement à l'axe LCR/Révolution qui se contentait de nous dénoncer ouvertement comme réformistes afin d'entraîner les étudiants vers des positions "révolutionnaires", la stratégie de l'AJS était plus pernicieuse et hypocrite. Leur but était clairement de nous réduire, de nous combattre au nom de l'"unité", de l'unité syndicale entre OS et étudiants, comme ils prônaient l'unité de la FEN, ou l'unité politique au nom du Front Unique ouvrier. Comme me l'avouera plus tard, en 1981, au moment où ils faisaient ouvertement la campagne de Mitterrand au premier tour, un de leurs militants à Jussieu (après l'armée j'ai fait un tour d'un an là bas en DEA) pour eux les "staliniens" étaient bien plus contre-révolutionnaires que les sociaux-démocrates et il importait d'abord de les combattre. On sait qu'après avoir favorisé leurs contacts avec le PS pour la création de l'UNEF ID, puis fait la campagne de Mitterrand, ils iront jusqu'à rejoindre le PS lui même en 1986.

Mais c'est une autre histoire. La politique de l'AJS en 1975 et les années qui ont suivi était la suivante :

1 ) appeler physiquement au boycott des élections universitaires car il ne fallait pas "gérer la pénurie". Et nous étions forcément dénoncés pour cela.

2 ) utiliser chaque déclaration du moindre militant de l'UNEF, aussi inexpérimenté soit il, ou chaque raté de notre organisation pour la dénoncer publiquement et nominativement dans des tracts comme preuve de notre complaisance à l'égard de l'administration ou du pouvoir.

3 ) appeler sans cesse à l'unité "entre organisations" c'est à dire entre eux et nous alors que nous nous voulions rassembler l'ensemble des étudiants dans une même maison. Et l'ouverture de l'UNEF vers les étudiants non membres de parti n'était pas un vain mot et nous y prenions bien garde.

4 ) enfin nous battre aux élections en cité U et surtout au CROUS ce qui n'était pas sans contradiction avec leur attitude pour les élections universitaires. Mais sur cela je reviendrais dans un autre billet, concernant les cités U.

Pour terminer sur 1976, l'année universitaire se termina sans que nous ayons fait renoncer le pouvoir, même s'il a été contraint à des reculs et sans gagner sur nos principales revendications, notre influence et notre approche avaient grandi et les 2 années qui ont suivi nous avions progressé fortement aux élections universitaires et aux élections du CROUS de 1977. Et puis la gauche unie allait l'emporter nous y croyions très fort.

Au début du mois de juillet, moi qui n'avais pas quitté Marseille de l'année, je fis à Orsay un stage de formation UNEF assuré par Brigitte Dionnet et Didier Seban. Une expérience très riche et enthousiasmante après une année de ce calibre. Je me souviens d'un vieil ouvrier d'une cinquantaine d'année qui faisait le stage avec nous. Il était étudiant à Vincennes (Paris 8) sans doute sans le bac. Lui nous racontait les barricades ..... de mai 1958 (!!!) au moment de la prise de pouvoir par de Gaulle.

Le 31 janvier 2021, sur le groupe Facebook C'était l'UNEF